

L'agenda des luttes communes des mouvements sociaux en 2009 commence avec le 8 mars, partout dans le monde. En accord avec la Déclaration de l'Assemblée des femmes, qui s'est tenue lors du Forum social mondial à Belém (Brésil), les manifestations de cette année se positionent fortement contre le modèle de développement capitaliste qui a l'oppression des femmes comme une de ses bases de soutien, et qui est responsable pour la crise qui affecte l'ensemble de la planète. Elles dénonceront également les réponses superficielles à la crise qui ne fassent qu'augmenter la concentration de la richesse entre les mains de quelques uns et reproduire le système patriarcal et capitaliste.

Les femmes descendront dans les rues pour réaffirmer le monde qu'elles veulent construire à partir du féminisme, un monde libre d'exploitation, d'inégalités, de discrimination, de violence et de racisme. Elles demanderont l'égalité réelle, la liberté, et la fin de la criminalisation des femmes qui luttent pour l'autonomie de leurs corps et leur sexualité. Le 8 mars est aussi un moment pour défendre la paix et la autodétermination des peuples face aux guerres que maintiennent et approfondissent les inégalités dans le monde. C'est également l'occasion pour exprimer la solidarité avec toutes les femmes vivant dans des régions en conflit, comme en Haïti, en République démocratique du Congo, et particulièrement en Palestine.

Les coordinations nationales de la Marche mondiales des femmes (MMF) organisent des actions dans plusieurs pays de toutes les régions du monde, y compris:

Bénin: des activités auront lieu le 22 mars.

Brésil: à travers le pays, la MMF sera dans les rues pour lutter pour l'égalité, l'autonomie et l'autodétermination des peuples. Des manifestations, des débats et des séminaires auront lieu dans les états d'Alagoas, Amazonas, Minas Gerais, Ceará, Distrito Federal, Mato Grosso do Sul, Pará, Paraíba, Pernambuco, Rio de Janeiro, Rio Grande do Norte, Rio Grande do Sul, São Paulo, ainsi que à la frontière entre le Brésil et l'Uruguay. Pour plus d'informations (en portugais), cliquez sur le lien : http://www.sof.org.br/marcha/?pagin...

Burkina Faso: les activités mettront l'accent sur la nécessité d'éradiquer la violence pour

permettre aux femmes de s'épanouir suffisamment pour prendre part au développement

Burundi: la MMF organise des activités de mobilisation et de sensibilisation de la population sur l'éradication des violences envers les femmes. Le thème est : « Hommes et Femmes : ensemble pour l'éradication des violences faites aux femmes»

Côte d'Ivoire: en collaboration avec diverses organisations, se tiendront des activités dans la ville de Yamoussoukro dans le cadre de la lutte contre la mortalité maternelle, des campagnes de sensibilisation sur le VIH auront également lieu, ainsi que des actions pour combattre la violence envers les femmes.

Chili: avec le slogan « Nosotras exigimos, unidas decidimos » (« Nous exigeons, unies nous décidons »), une grande manifestation à Santiago exigera la fin de la discrimination, l'exclusion et la violence qui caractérisent la vie quotidienne des femmes et revendiquera l'accès à l'emploi, l'éducation, la santé, la protection sociale, la participation sociale et politique des femmes, ainsi que la liberté sur leur sexualité et reproduction. Pour plus d'informations: http://m8demarzochile.blogspot.com/

Galice: dans les rues de La Coruña, Ferrol, Ourense, Pontevedra et Vigo, les femmes demanderont des changements pour améliorer leurs conditions de vie, faire des gains et consolider les droits que leur sont refusés. Elles sonneront l'alarme aux risques posés par la prise de pouvoir en Galice par un parti politique qui ne considère ni les droits des femmes ni les services publics et les politiques sociales comme une priorité d'action. Voir le programme complet sur : http://feminismo.info

Guatemala: les effets de la crise économique dans la vie des femmes et la dénonciation du capitalisme patriarcale comme système qui l'a produite seront le sujet de la caravane qui rassemblera les divers mouvements et organisations du pays.

Kenya: des manifestations, des débats publics et des activités culturelles ont lieu pendant les jours 7, 8, 16, 20 et 28 mars, à Nairobi. Ils seront des moments importants pour travailler avec l'ensemble de la population sur des questions telles que la souveraineté alimentaire (par opposition aux OGM), l'impunité contre la violence policière, ainsi que d'autres champs d'action de la MMF. Voir le programme complet de la coordination et des informations supplémentaires

Le 8 mars: des femmes en lutte contre le capitalisme, le patriarcat, le racisme et la guerre!

Écrit par MMF, IA; NPA, Via Campesina Samedi, 07 Mars 2009 18:27 - Mis à jour Samedi, 07 Mars 2009 19:02

(en anglais) en suivant le lien: http://www.marchemondialedesfemmes...

Laos: différentes organisations de femmes organisent des activités culturelles et des discussions, ainsi que des campagnes de sensibilisation dans le but de cueillir des vêtements, des matériaux et d'autres ressources pour des refuges pour femmes.

Pakistan: une journée d'« Assemblée pour la paix pour les femmes » aura lieu à Karachi ; des organisations de la base et des femmes rurales participeront à une session consultative à Hyderabad sur « La situation économique et sociale des femmes dans la conjoncture politique actuelle du pays. »

Québec: C'est sous le thème « Unies, mobilisées et certaines d'avancer » que des activités et actions du 8 mars se dérouleront cette année. De plus, des jeunes féministes, dans les suites du Rassemblement pancanadien de jeunes féministes, organisent des actions décentralisées « Toujours rebELLEs, la droite à la poubelle ».

D'autres groupes qui participent aux actions de l'MMF feront aussi des activités autour de 8 mars. Parmi ceux-ci, la deuxième Rencontre de la femme amazighe et une discussion sur la responsabilité des collectivités locales dans la lutte contre la violence envers les femmes aura lieu au Maroc, et des débats sur la santé, la participation au marché du travail et l'égalité des salaires auront lieu en Suède.

Pour nous, ce 8 mars inaugure une année de travail intensif de construction de l'action internationale à mener en 2010. Les actions internationales de la Marche mondiale des femmes sont des moments pour démontrer la force collective des femmes organisées en associations, groupes et mouvements, avec des expériences, des cultures politiques et des ethnies différentes mais qui poursuivent un objectif commun : dépasser l'ordre actuel, injuste, qui engendre la violence et la pauvreté. Les actions expriment également notre solidarité internationale avec les femmes dans différentes parties du monde.

Les femmes ne paieront pas la crise du capitalisme!

Communiqué de «Izquierda Anticapitalista» (Gauche anticapitaliste, Etat espagnol)

La crise économique, écologique, énergétique et sociale met en lumière les contradictions et l'échec du système capitaliste, mais elle offre également une chance historique et de nouveaux arguments afin de l'affronter et de le supprimer. Le système capitaliste patriarcal place les femmes dans des positions sociales et économiques particulièrement vulnérables. La pauvreté et la précarité ont des visages, et ils sont majoritairement le visage des femmes et particulièrement celui des femmes migrantes.

L'incorporation des femmes dans le marché du travail s'accompagne d'une discrimination salariale, de temps de travail, de chômage de longue durée, de temps partiel et du plafond de verre qui empêche aux femmes d'atteindre leurs objectifs professionnels malgré leur formation.

Pour les femmes jeunes, la situation s'aggrave avec des conditions de travail encore plus précaires tandis que les femmes migrantes affrontent en outre le racisme.

De plus, les femmes subissent de manière encore plus forte les réponses à la crise des gouvernements sociaux-libéraux; la réduction des dépenses sociales et les cadeaux aux patronats et aux banquiers. Si les réseaux d'attention publics étaient jusqu'ici insuffisants afin de libérer les femmes des tâches domestiques, les réductions budgétaires en cours aggravent encore plus rôle « traditionnel » dévolu aux femmes. C'est sur les épaules des femmes au sein de la famille que reposent les prestations de soins, d'attention aux enfants, aux personnes âgées...

Les réponses réformistes du PSOE se révèlent dérisoires. La Loi de Dépendance ne remet pas en question la division sexuelle du travail; la Loi d'Egalité et la Loi sur la Violence de genre, entre autres, souffrent du manque de moyens et ne remettent pas en questions de nombreuses prémices patriarcales qui organisent notre société. Quant à la future Loi sur l'Avortement, elle cède face aux attaques de la part de la droite la plus réactionnaire et homophobe.

Pour tout cela, nous revendiquons des mesures effectives contre la précarité. Nous exigeons la redistribution et la socialisation des tâches domestiques et d'attention aux personnes, la réduction du temps de travail, l'augmentation et l'égalité des salaires. Nous revendiquons la création d'emplois de qualité pour tous et toutes, pour la construction

d'infrastructures sociales et publiques de santé, d'éducation, de culture, de sport, de loisir, de protection de l'environnement. Nous exigeons le droit des femmes à disposer librement de leur corps. Nous exigeons la séparation de l'Eglise et de l'Etat. L'avortement n'est pas un délit, c'est un droit. Ce droit doit être exclu du code pénal et s'inscrire pleinement dans le droit à la santé publique.

Le 8 mars 2009, nous constatons à nouveau que les réponses apportées par la logique du capital sont contraires à l'égalité entre les hommes et les femmes. La Gauche anticapitaliste affirme qu'il est nécessaire de transformer les règles du jeu et d'articuler un projet qui met la centralité dans le bien-être des personnes. Aujourd'hui plus que jamais, nous comprenons la lutte contre l'oppression des femmes comme faisant partie intégrante d'un projet de changement radical de la société qui unifie les revendications, un projet global et socialement juste. Un projet révolutionnaire d'émancipation des femmes, des classes populaires, des peuples opprimés et, en général, des toutes celles et de tous ceux qui subissons le poids des contradictions du capitalisme patriarcal.

Face à la crise actuelle; il faut une réponse féministe!

Gauche anticapitaliste (Etat espagnol), le 6 mars 2009

Communiqué du NPA. Le 7 mars, dans la rue, pour les droit des femmes

La journée internationale pour les droits des femmes donnera lieu à une manifestation, le samedi 7 mars, qui partira du Planning familial, rue Vivienne, à 14h, manifestation à laquelle participera le Nouveau Parti Anticapitaliste.Les inégalités qui se creusent, comme conséquence de la crise systémique du capitalisme, ont de lourdes conséquences pour les droits des femmes.

Le Planning familial est durement attaqué par une baisse de 42% de ses subventions, le contraignant à envisager la fermeture de certains de ses centres. Les droits à

l'avortement et à la contraception sont remis en cause par la reconnaissance du statut du foetus et les suppressions d'emplois et de crédits dans les centres d'interruption volontaire de grossesse.Le gouvernement supprime, dans le cadre de la RGPP, le Service des Droits des Femmes et de l'Egalité, interlocuteur des associations pour les droits des femmes.Les inégalités de salaire entre les hommes et les femmes subsistent à hauteur de 27% en moins pour les femmes, générant des pensions beaucoup plus faibles pour les femmes lorsqu'elles prennent leur retraite.De nombreuses femmes sont toujours victimes de violences dans la famille, dans la rue, au travail, et ce dans tous les milieux sociaux.Pour le NPA, l'urgence c'est, entre autres, l'égalité des salaires entre hommes et femmes, la fin des temps partiels imposés, le respect des droits des femmes, des mesures pour mettre fin à la double journée de travail avec, notamment, le développement d'équipements sociaux gratuits pour le petite enfance, le vote d'une loi-cadre

contre les violences.

Le 6 mars 2009.

Déclaration à l'occasion de la Journée Internationale des Femmes

Via Campesina (Commission Internationale des Femmes)

Nous, femmes paysannes venues des cinq continents à Séoul, en Corée du

Sud, dans le cadre de la réunion de la Commission Internationale des Femmes de la Via Campesina faisons la déclaration suivante:

A l'occasion de la journée de la Journée internationale des Femmes nous réaffirmons notre volonté d'agir pour changer le monde capitaliste et patriarcal qui donne la priorité aux intérêts du marché avant le droit des personnes.

En tant que paysannes, nous

réclamons le respect de tous nos droits, nous exigeons notre droit à une vie digne et sans violence ainsi que le respect de nos droits sexuels et reproductifs.

Nous luttons pour parvenir à la souveraineté alimentaire et pour maintenir l'agriculture paysannes qui seules peuvent apporter des alternatives aux crises alimentaire et climatique actuelle.

Nous voulons une réforme agraire

intégrale, et exigeons le respect de la biodiversité.

En Afrique à Maputo, Mozambique, lors de la 5é conférence de la Via Campesina en octobre 2008, nous avons lancé la campagne internationale contre les violences faites aux femmes.

Aujourd'hui, nous réaffirmons notre volonté:

- de renforcer l'organisation et la lutte des femmes pour leur émancipation;

 de faire progresser l'égalité des sexes et la participation des femmes dans toutes les sphères de prise de décisions

- de rendre effective la parité dans nos organisations;

- d'en finir avec toutes les formes de

violences faites aux femmes et de briser la culture du silence;

 de construire une société globale qui soit juste et égalitaire.

Nous appelons les femmes et les hommes qui luttent pour la paix et la justice à participer à la mise en œuvre immédiate de mesures pour éradiquer toutes formes de violences physiques, sexuelles, économiques, écologiques, verbales, psychologiques... Et nous exigeons la fin des violences

qu'entraînent les guerres.

Nous apportons notre soutien à nos s ?urs paysannes de la République Démocratique du Congo, de la Palestine ainsi qu'aux femmes de tous les pays qui subissent guerres et conflits.

Nous dénonçons les pratiques nuisibles des multinationales qui détruisent la biodiversité, accaparent les terres, provoquent des désastres écologiques, entraînent des

migrations massives et sont à l'origine de la disparition de l'agriculture paysanne. Nous nous engageons à les combattre.

Il est nécessaire d'éliminer au plus vite les inégalités qu'elles soient sociales, culturelles, ethniques, de classes ou de genres. Nous lutterons jusqu'à l'obtention d'une société qui mette en valeur la richesse et les droits de chaque être humain et qui affirme que les droits des femmes sont des droits humains.

Globalisons la lutte

Globalisons l'espoir